



{BnF} Bibliothèque
nationale de France



Cofinancé par
l'Union européenne

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

OPERATION : Construction d'un pôle de conservation pour la Bibliothèque nationale de France à Amiens

OBJET DU MARCHÉ : Mission AMO BIM

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Date : **Juin 2025**

SOMMAIRE

Article 1. Objet du marché - Dispositions générales	3
1.1. Objet de l'opération	3
1.2. Objet du marché	4
1.3. Découpage en tranches	4
1.4. Titulaire du marché.....	4
1.5. Intervenants	5
1.6. Conditions d'exécution de la mission du pilote	7
1.7. Mode d'attribution des travaux	8
1.8. Sous-traitance.....	8
1.9. Conduite des prestations	9
1.10. Décision de poursuivre	9
1.11. Prestations similaires	9
1.12. Travail dissimulé	10
1.13. Clause d'insertion par l'activité économique	10
Article 2. Pièces constitutives du marché	10
2.1. Pièces particulières	10
2.2. Pièces générales	11
Article 3. Éléments de missions	11
Article 4. Contenu détaillé des missions	11
Article 5. Prix et modalités de règlement de la mission	12
5.1. Nature et contenu des prix.....	12
5.2. Détermination des prix de règlement	12
5.3. Modalités de règlement	13
Article 6. Arrêt dans l'exécution des prestations	16
Article 7. Résiliation	16
7.1. Résiliation pour motif d'intérêt général	16
7.2. Résiliation du marché aux torts du titulaire	16
7.3. Exécution de la prestation aux frais et risques.....	16
Article 8. Délais - pénalités de retard - prolongation de délai	16
8.1. Délais prévisionnels d'exécution des prestations	17
8.2. Dépassement du délai d'exécution non imputable au titulaire	17
8.3. Prolongation du délai d'exécution.....	17
8.4. Pénalités	17
Article 9. Achèvement de la mission	18
Article 10. Clauses diverses.....	18
10.1. Cautionnement - Retenue de garantie	18
10.2. Assurances	19
Article 11. Utilisation des résultats.....	19
Article 12. Obligation de discrétion.....	19
Article 13. Règlement des litiges	19
Article 14. Traitement des données essentielles ayant le caractère de données personnelles	19
14.1. Le traitement des données essentielles du marché public.....	19
14.2. Le traitement des données essentielles ayant le caractère de données personnelles	20
Article 15. Dérogations aux documents généraux	20

Article 1. Objet du marché - Dispositions générales

1.1. Objet de l'opération

Le projet consiste en la réalisation d'un nouveau pôle de conservation pour la Bibliothèque nationale de France à Amiens. Ce projet sera situé sur le site de l'ancien Centre Hospitalier Nord (CHU Nord) sur une parcelle de 3,5ha.

La parcelle de 3,5ha sur laquelle seront réalisés les travaux est prévue mise à disposition par l'EPF des Hauts-de-France au premier semestre 2026 après déconstruction des bâtiments de l'ancien CHU.

Le projet comporte deux bâtiments, relié par le sous-sol, pour une surface utile d'environ 11 000m² :

- Une grande halle robotisée, qui sera dotée d'un système de stockage automatisé (aussi appelé intralogistique), et qui accueillera les documents/fonds de la Bibliothèque nationale ainsi qu'une salle de lecture/espace de médiation qui pourra accueillir du public ;
- Un second bâtiment qui abritera les espaces de travaux avec les quais de déchargement, les ateliers de restauration et les bureaux du personnel.



Figure 1 Plan de masse du projet

Il est prévu que la halle robotisée soit maintenue à température et hygrométrie contrôlées, mais également à ce qu'elle soit maintenue en atmosphère à oxygène raréfié, ce qui impose un certain nombre de contraintes de structure et d'isolation.

Les deux maillons que sont la conception et la construction des bâtiments, d'une part et de l'intralogistique d'autre part, bien qu'intrinsèquement liés, évoluent sur deux temporalités différentes pendant la phase de conception (consultation travaux anticipée pour l'intralogistique). Le chantier sera cependant unique et alloti.

Un dialogue compétitif pour l'intralogistique se déroulera en parallèle des études de conception purement bâties (APD). Il est prévu que les données de l'intralogistique, spécifique au prestataire industriel choisi, soient intégrées au projet architectural avant la fin des études de conception (à priori en phase PRO).

Les interfaces entre ces différents champs d'intervention nécessiteront un dialogue étroit entre les différents acteurs notamment pour l'articulation entre l'intralogistique et la partie bâtiment.

1.2. Objet du marché

La présente consultation a pour objet un **marché de prestations intellectuelles** d'assistance technique pour la **mise en place de la démarche BIM** depuis la phase de conception jusqu'à la réception du bâtiment.

Le présent cahier des clauses techniques particulières présente l'opération, donne le détail de la mission et définit ses limites par rapport à celles des autres intervenants

Le titulaire du présent marché, ci-après dénommé « l'AMO BIM », veillera à ce que la démarche BIM menée par les différents intervenants respecte tout au long de l'opération les objectifs retenus par le maître d'ouvrage, et s'assurera du respect du cahier des charges BIM et de la qualité de la maquette numérique produite.

1.3. Découpage en tranches

1.3.1. Découpage en tranches :

Le marché comporte une tranche ferme et une tranche optionnelle :

- la tranche ferme porte sur les phases de conception, réalisation et réception
- la tranche optionnelle porte sur la phase exploitation

1.3.2. Affermissement des tranches

La tranche optionnelle de marché sera affermie par une décision de l'acheteur notifiée **au plus tard** avant la réception de l'ouvrage.

1.3.3. Indemnité d'attente

Il ne sera versé aucune indemnité d'attente au titulaire.

1.3.4. Indemnité de dédit pour non-affermissement de la tranche optionnelle

En cas de non-affermissement de la tranche optionnelle par l'acheteur, il ne sera versé aucune indemnité de dédit.

1.4. Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCAP et les pièces marchés sous le nom "l'AMO BIM" sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement intitulé "contractant".

Le titulaire du présent marché s'engage, pour l'exécution de ses missions, à affecter le personnel nécessaire à l'exécution des prestations, tant au niveau de la qualification que de la durée d'affectation, et a minima conformément à sa proposition et aux prérequis nécessaires pour mener à bien les missions.

1.5. Intervenants

1.5.1. Maîtrise d'ouvrage :

Le maître d'ouvrage est la Bibliothèque nationale de France (BnF)

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de "le maître d'ouvrage".

Il est cependant précisé que, sauf mention contraire spécifique, tous les actes relevant du maître d'ouvrage sont assurés par le mandataire.

1.5.2. Mandataire

Le Mandataire désigné par le maître d'ouvrage conformément à la convention de mandat du 19 février 2024 est :

L'Opérateur du Patrimoine et des Projets Immobiliers de la Culture (OPPIC)
30 rue du château des Rentiers
CS 61336
75647 Paris Cedex 13

Il est désigné dans les différents documents contractuels sous le nom de : « l'acheteur ».

1.5.3. Maîtrise d'œuvre

Elle est assurée par le groupement suivant :

- TVK – Architecte mandataire
- Carmody Groarke – Architecte
- Ingerop - Bureau d'études fluides/thermique/VRD/BIM/Acoustique/environnement
- EVP Ingénierie – Bureau d'études structures
- VPEAS Economiste – Economiste de la construction
- Buro Happold Limited – Bureau d'études environnement/thermique
- Willhey Ltd – Bureau d'études intralogistique,

ci-après dénommé « le maître d'œuvre ».

La mission du maître d'œuvre comprend la conception et le suivi de la réalisation des travaux de construction d'un centre de conservation pour la Bibliothèque nationale de France (BnF) à Amiens.

En complément de la mission de base au sens de l'article R2131-4 du code de la commande publique, il est confié au maître d'œuvre les missions complémentaires suivantes :

- Mission coût global et exploitation-maintenance
- Mission d'EXE partielle
- Traitement de la signalétique définitive
- Accompagnement au 1% artistique
- Validation des diagnostics.

1.5.4. Contrôleur technique

Le contrôleur technique désigné est BTP consultant.

Les missions qui lui seront confiées comprennent :

- La mission de base
 - o L relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables ;
 - o S relative à la sécurité des personnes
- Les missions complémentaires suivantes

- P1 relative à la sécurité des éléments d'équipement non indissociablement liés
- STI relative à la sécurité des personnes dans les bâtiments industriels et tertiaires
- SEI relative à la sécurité des personnes dans les ERP
- ENV relative à l'environnement
- HAND relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
- AV relative à la stabilité des avoisinants
- F relative au fonctionnement des installations nécessaires à l'exploitation du bâtiment hors activités économiques
- GTB relative à la gestion technique du bâtiment
- HYSa relative à l'hygiène et à la santé dans les bâtiments autres qu'à usage d'habitation
- PHa relative à l'isolation acoustique des bâtiments autres qu'à usage d'habitation
- PV relative au recollement des procès-verbaux d'essais de fonctionnement des installations
- Th relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie dans des bâtiments
- Les missions d'accompagnement suivantes
 - Attestation HAND relative à l'accessibilité aux personnes handicapées en fin de travaux
 - CONSUEL
 - VIEL

Elles seront exercées en conformité avec la Norme NF P 03 - 100 complétée par le CCTG approuvé par le décret N° 99-443 du 28 Mai 1999.

1.5.5. Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé :

Conformément aux articles L. 4532-2 et suivants du code du travail, et en fonction des caractéristiques de l'opération, il sera fait appel à l'intervention d'un Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé agréé.

L'opération est classée en : **1^{ère} catégorie - Coordonnateur de niveau 1**

Le contrat du Coordonnateur sécurité santé est à la charge du maître d'ouvrage.

Le CSPS désigné est Socotec.

1.5.6. Coordination des systèmes de sécurité incendie :

Conformément à l'arrêté du 2 février 1993 (NOR : INTE9300140A) et aux Normes Françaises NFS 61-931 et NFS 61-939, et compte tenu des caractéristiques de l'opération, il sera fait appel à un Coordonnateur en matière de Systèmes de Sécurité Incendie (C.S.S.I) agréé.

L'opération est classée

- Code du travail : Plus de 50 personnes fortement exposées au risque incendie ;
- ERP 5^{ème} catégorie avec activité de type N, R et S ;
- ICPE – Rubrique 1530. Dépôts de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues (régime de déclaration ou enregistrement)
- ICPE – rubrique 1450. Stockage ou emploi de solides inflammables.

Le marché du coordonnateur SSI est à la charge du maître d'ouvrage.

Le coordonnateur SSI sera désigné ultérieurement.

1.5.7. Mission d'assistance au suivi de l'intralogistique et de la robotisation

Un assistant intralogistique/robotisation pour le suivi de la conception et de la réalisation de la robotisation des magasins est désigné par le maître d'ouvrage : ETYO.

Sa mission a commencé en phase programmation et s'achèvera à la fin de l'année de garantie de parfait achèvement ou à la fin de la deuxième année d'exploitation du bâtiment.

Le contrat relatif à la mission de l'assistant intralogistique/robotisation est à la charge du Maitre d'ouvrage.

1.5.8. Démarche développement durable, certification HQE/Osmoz

Ce projet doit respecter la démarche de certification HQETM BD VERSION 4 / Osmoz, dont les objectifs et les exigences sont précisées au sein du programme technique et environnemental de l'opération.

Le maitre d'ouvrage a confié une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage en Haute Qualité Environnementale à la société TERA0 pour la partie programmation / sélection de maitre d'œuvre.

Un second AMO a été désigné pour la partie APD jusqu'à la fin de la GPA.

Le contrat relatif à la mission d'AMO pour suivre la démarche environnementale et la certification HQE/Osmoz est à la charge du Maitre d'ouvrage.

L'AMO désigné Sinto.

1.5.9. Agent de commissionnement

Un Agent de commissionnement pour le suivi de la conception et le commissionnement du bâtiment sera désigné au stade APD et sa mission s'achèvera à la fin de l'année de garantie de parfait achèvement ou à la fin de la deuxième année d'exploitation du bâtiment.

Le contrat relatif à la mission de l'agent de commissionnement est à la charge du Maitre d'ouvrage.

L'agent de Commissionnement désigné est E'nergys (anciennement Impulse)

1.5.10. Autres intervenants

Le représentant du maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire intervenir d'autres AMO ou maîtres d'œuvres en cours d'études ou de réalisation. Ces intervenants n'ont pas pour mission de se substituer à la MOE ou d'en pallier les carences.

Le titulaire devra, sans que cela ouvre droit à rémunération complémentaire, prendre en compte les observations de ces nouveaux AMO qui auront été retenus par le représentant du maître d'ouvrage.

1.6. Conditions d'exécution de la mission du pilote

1.6.1. Moyens matériels

Le titulaire aura libre accès au chantier en respectant les principes de sécurité et au bureau de chantier.

L'acheteur prendra toutes les mesures utiles pour que le titulaire puisse se faire communiquer tous les documents et informations nécessaires au bon déroulement de sa mission par les différents intervenants concernés (entreprises, maître d'œuvre, bureau de contrôle technique, etc.).

L'acheteur informe le titulaire des réunions qu'il organise auxquelles ce dernier est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Le titulaire est destinataire des comptes rendus de ces réunions.

1.6.2. Obligations générales du titulaire

Le titulaire exerce sa mission pour le compte de l'acheteur auprès de tous les intervenants énumérés à l'article 1.5 du CCAP et, d'une manière générale, de tout intervenant à un titre quelconque dans l'opération. Son intervention ne modifie en rien les responsabilités découlant du statut et des obligations de chacun.

La mission du titulaire comporte la mise en place d'outils adaptés permettant une saisie facile et instantanée des événements et situations réels, tant pour la conception que pour la réalisation, en vue d'informer le représentant de la maîtrise d'ouvrage. Le titulaire proposera ses outils en temps utile, pour les différentes phases de sa mission.

Le titulaire organisera des réunions ou groupes de travail qu'il estime indispensable au bon déroulement de sa mission.

Les modalités pratiques d'exercice de la mission du titulaire et son contenu détaillé sont précisés à l'article 0 du présent C.C.A.P.

Le pilote a accès à toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre, il est présent sur le chantier selon les stipulations ci-avant. Il assiste de droit à toutes les réunions de chantier.

1.6.3. Autorité

Les modalités pratiques de la coopération entre les intervenants et le titulaire sont consignées dans les marchés conclus par l'acheteur.

Le titulaire ne disposera d'aucun pouvoir de commandement direct à l'égard du personnel des entreprises, du maître d'œuvre, et n'aura pas à se substituer à ceux-ci. Dans le cadre de ses missions, le titulaire pourra cependant librement informer les entreprises et le maître d'œuvre. Si le titulaire formule des observations, il les transmet à l'acheteur, avec information aux intervenants concernés.

Les observations du titulaire sont prises en compte par l'acheteur. Si l'acheteur décide de ne pas faire respecter des observations du titulaire, il doit proposer des solutions au moins équivalentes.

Tout différend entre le titulaire et l'un des intervenants est soumis à l'acheteur.

1.7. Mode d'attribution des travaux

Les travaux seront dévolus en lots séparés ou en marché global, et pourront faire l'objet des procédures prévues par le Code de la commande publique en fonction des seuils observés et des prestations à réaliser.

Il est précisé que le découpage en lot se fait en concertation avec l'acheteur au niveau de l'avant-projet définitif (A.P.D.).

A cette fin le D.C.E. devra comporter tous les éléments permettant aux entreprises de s'engager sur un prix forfaitaire.

Un planning définitif de remise des dossiers de consultation des entreprises sera alors établi.

1.8. Sous-traitance

Les dispositions du Code de la commande publique relatives à la sous-traitance dans les marchés publics (articles L. 2193-1 et suivants, R. 2193-1 et suivants et R. 2152-7 à R. 2152-8 et R. 2152-11 à R. 2152-12) sont applicables.

Il est précisé par ailleurs que :

- Les personnes physiques appelées à intervenir dans ce cadre devront présenter des garanties de compétences professionnelles au moins équivalentes, pour les tâches à effectuer, à celles des personnes désignées à l'annexe 2 de l'acte d'engagement.

A défaut, l'acheteur pourra récuser le sous-traitant proposé.

- Le titulaire ou, en cas de groupement, le(s) co-traitant(s) du marché est (sont) tenu(s) de communiquer le ou les sous-traité(s) le(s) liant au sous-traitant à l'acheteur, lorsque celui-ci en fait la demande.

Le titulaire ou, en cas de groupement, le(s) co-traitant(s) du marché qui, sans motif valable, 15 jours après avoir été mis par écrit en demeure de le faire, ne communique(nt) pas un sous-traité, encourt (encourent) la pénalité fixée à l'article 9.4 du présent document.

- Dans l'éventualité où un sous-traitant confierait à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé, il est précisé que l'acheteur n'acceptera pas la mise en place d'une délégation de paiement et exigera du sous-traitant dit de 1er rang la constitution d'une caution au bénéfice de son sous-traitant.

1.9. Conduite des prestations

Le titulaire désigne nominativement son représentant chargé de la conduite des prestations ainsi qu'un suppléant de même compétence et capable de le remplacer en cas d'empêchement. Ces deux personnes physiques sont désignées nominativement à l'annexe n° **1** de l'acte d'engagement.

Le titulaire adaptera sa disponibilité au besoin de la mission sachant que la personne désignée doit pouvoir répondre aux sollicitations de l'acheteur dans le délai de **7 jours**.

Il est fait application des dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI dans le cas où le titulaire présenterait à l'acheteur un remplaçant à la personne physique nommément désignée à l'annexe **1** à l'acte d'engagement.

Le remplaçant devra justifier d'une expérience professionnelle et d'une compétence équivalente à celles de la personne désignée à l'acte d'engagement du marché. A défaut, le remplaçant sera récusé.

Dans ce cas et par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le titulaire dispose d'un délai de **7 jours** pour proposer un autre remplaçant.

Le titulaire assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçu à toute nouvelle personne désignée pour le remplacer ou lui succéder, même temporairement.

Le passage de consigne fait l'objet d'un procès-verbal.

1.10. Décision de poursuivre

Lorsque le montant des prestations exécutées atteint le montant prévu par le marché, la poursuite de l'exécution des prestations est subordonnée soit à la conclusion d'un avenant soit à la notification d'une décision de poursuivre prise par l'acheteur.

Si l'augmentation entraînée par la décision de poursuivre est supérieur à 15% du montant contractuel, le titulaire aura droit à être indemnisé du préjudice qu'il a éventuellement subi du fait de cette augmentation.

1.11. Prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire pour l'achat de prestation similaires aux prestations décrites au présent marché, dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

1.12. Travail dissimulé

Conformément aux dispositions des articles L8221-3, L8221-5 et L8222-1 du Code du travail sur le travail dissimulé, le titulaire s'engage à s'acquitter de ses obligations en matière de travail dissimulé au regard des articles susvisés et produira à l'acheteur, tous les six mois à compter de la notification du présent marché, les documents visés aux articles D. 8222-5 et -7 du Code du travail.

1.13. Clause d'insertion par l'activité économique

Sans objet pour le présent marché.

Article 2. Pièces constitutives du marché

En application de l'article R. 2191-46 du Code de la commande publique, l'acheteur remet à la demande du titulaire, une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché, ou un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

2.1. Pièces particulières

2.1.1. L'Acte d'Engagement (A.E.) et ses annexes

Annexe 1	Organigramme et composition de l'équipe proposée pour la réalisation de la mission
Annexe 2	DC4 – Déclaration de sous-traitance

2.1.2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes :

Annexe 1	Calendrier prévisionnel d'exécution des études et des travaux
Annexe 2	Notice DOE
Annexe 3	Système informatique de gestion financière des marchés de travaux (EDIFLEX)
Annexe 4	Charte chantier à faibles nuisances OPPIC
Annexe 5	Auto-évaluation Certivéa
Annexe 6	Manuel du Système de management responsable

2.1.3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes :

Annexe 1a	Programme architectural fonctionnel et technique détaillé
Annexe 1b	Fiches espaces
Annexe 1c	Exigences environnementales
Annexe 2	Esquisse du projet lauréat Carnet des pièces graphiques
Annexe 3	Convention BIM MOE
Annexe 4	Cahier des charges BIM MOA

2.2. Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini à l'article 2 de l'acte d'engagement.

2.2.1. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.)

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles.

2.2.2. Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.)

Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux de bâtiment, approuvé par le décret n°2000.524 du 15 juin 2000 (J.O. du 18 juin 2000) modifié par arrêté du 28 mai 2018 relatif à la composition du CCTG applicable aux marchés publics de travaux de génie civil.

2.2.3. Les documents techniques et réglementaires applicables à l'opération

Article 3. Éléments de missions

Le titulaire intervient pendant la conception et l'exécution des ouvrages, la période de garantie de parfait achèvement et jusqu'au terme de deux années complètes d'exploitation du bâtiment, à compter de sa réception.

L'exécution du présent marché sera répartie suivant les missions suivantes, dont le contenu est détaillé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières :

Tranche ferme :

- En phase de conception :
 - Mission Analyse Initiale ;
 - Mission APD ;
 - Mission PRO ;
 - Mission ACT ;
- Phase de réalisation :
 - Mission Exe et Synthèse ;
- Phase de réception :
 - Mission DOE.

Tranche optionnelle :

- Phase exploitation :
 - Mission BIM après réception

Article 4. Contenu détaillé des missions

Les contenus détaillés de chaque élément de mission figurent dans le CCTP du présent marché.

Y sont notamment précisés la nature des livrables et délais spécifiques pour chaque élément de mission.

Article 5. Prix et modalités de règlement de la mission

5.1. Nature et contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA. Les montants des acomptes et du solde seront calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement.

Lorsque le taux ou l'assiette des charges fiscales frappant la prestation est différente, à l'époque du fait générateur, du taux ou de l'assiette prévu dans le marché, les prix de règlement tiennent compte de cette variation.

Le prix rémunérant les prestations du marché est un prix global et forfaitaire. Il comprend toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

En complément des dispositions de l'article 10.1 du CCAG-PI, il est précisé que le prix du marché inclut tous les frais résultants de l'exécution des missions confiées au titulaire y compris les assurances que le titulaire doit souscrire au titre de sa responsabilité civile professionnelle.

Ces frais incluent notamment ceux relatifs :

- aux tirages et à la diffusion des documents écrits et graphiques que le titulaire doit établir dans le cadre de l'exécution de ses missions,
- aux achats, à la location et à la maintenance de matériels nécessaires à l'exécution des prestations confiées au titulaire.

5.2. Détermination des prix de règlement

Les répercussions sur tous les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations s'effectuent conformément aux articles R. 2112-7 à R. 2112-12 du Code de la commande publique.

Elles sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

5.2.1. Nature des prix

Les prix du marché sont révisables.

5.2.2. Mode d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois m0 fixé à l'article 2 de l'acte d'engagement.

5.2.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du maître d'œuvre faisant l'objet du marché est l'index ingénierie Ing (base 100 en janvier 2010) publié au Bulletin Officiel du Ministère chargé de l'Équipement ainsi qu'au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment.

5.2.4. Modalités de révision des prix

Les prix sont révisables selon la formule :

Le prix révisé (P) est obtenu en appliquant la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0 [0,15 + 0,85 (I_{m-4}/I_{m0-4})]$$

Dans laquelle :

- P est le prix révisé ;
- P_0 est le prix initial indiqué à l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du "mois zéro" ;
- au dénominateur, figurent les valeurs des indices correspondant (I_{m0-4}) aux paramètres pour le mois antérieur de 4 mois au mois zéro ;
- au numérateur, figurent les valeurs de ces mêmes indices à une date antérieure de 4 mois au mois d'exécution des prestations (I_{m-4}).

Pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs intermédiaires seront effectués avec au minimum quatre décimales et le coefficient applicable à P_0 arrondi, le cas échéant, au millième supérieur.

La périodicité des révisions suit celle des acomptes.

5.3. Modalités de règlement

5.3.1. Avance

Le présent CCAP applique l'option B de l'article 11 du CCAG-PI sur les avances. Les modalités de l'avance sont celles prévues dans le présent CCAP tel que suit :

Une avance de 5% (cinq pour cent) pourra être versée au titulaire, dans les conditions prévues aux articles R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique.

Le taux de l'avance fixé au paragraphe précédent est porté à 20% lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

5.3.2. Acomptes

Par dérogation aux articles 11.2 à 11.7 du CCAG-PI, le règlement des acomptes s'effectue dans les conditions suivantes :

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes calculés à partir de la différence entre deux décomptes successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état des prestations exécutées dans les conditions et dont la fréquence sont définis ci-après.

En application des articles 11.2, 11.4.1 et 11.5.2 du CCAG-PI, l'échéancier des paiements obéira au tableau ci-après :

Mission du titulaire	Date d'exigibilité
Mission Analyse Initiale	100 % à la remise de l'ensemble des livrables

Mission APD	100 % au prorata temporis de l'avancement des études
Mission PRO	100 % au prorata temporis de l'avancement des études
Mission ACT	100 % à la remise du Rapport d'analyse des offres
Mission Exe et Synthèse	100 % au prorata temporis de l'avancement des études d'exécution et de la Synthèse ;
Mission DOE	70 % à la remise du premier Rapport d'analyse de la maquette numérique finale ; 30 % lorsque l'ensemble des réserves concernant la maquette numériques ont été levées.
Mission BIM après réception	100 % au prorata temporis de l'avancement de la mission

Etat périodique :

L'état périodique établi par le titulaire indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché, par référence aux éléments constitutifs de la mission. L'état périodique sert de base à l'établissement par le titulaire du projet de décompte périodique auquel il est annexé.

Projet de décompte périodique :

Le projet de décompte correspond au montant des sommes dues au titulaire, résultant des prestations effectuées depuis le début du marché. Ce montant est évalué en prix de base.

Le projet de décompte périodique comporte les éléments définis à l'article 11.3 du CCAG-PI.

L'acheteur accepte ou rectifie le projet de décompte périodique et dresse un état d'acompte périodique.

Acompte périodique :

Le montant de l'acompte périodique de la période P à verser au titulaire est déterminé par l'acheteur qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- Le montant du décompte périodique ci-dessus ;
- Les pénalités éventuelles appliquées ;
- L'incidence de la TVA ;
- Le montant total de l'acompte à verser augmentée éventuellement des intérêts moratoires dûs.

L'acheteur notifie au titulaire l'état d'acompte ; s'il modifie le décompte périodique remis par le titulaire, il joint le décompte modifié.

Le paiement de l'acompte interviendra dans le délai global de paiement fixé à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique. Ce délai court à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

L'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 rend obligatoire la facturation électronique pour les émetteurs de facturation à destination des établissements publics, l'Etat et les collectivités territoriales.

Depuis le 1er janvier 2021, seules les factures déposées sur le serveur CHORUS PRO sont déclarées comme réceptionnées. Les factures doivent être transmises via le portail CHORIS PRO accessible par internet à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr>

soit :

- En déposant ses factures en version PDF,
- En saisissant en ligne ses factures sur le portail.

Pour connaître les préalables techniques et toutes les informations complémentaires : <https://communaute.chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Par dérogation aux dispositions de l'article 11.2 du CCAG-PI, la gestion des acomptes pour le titulaire peut être assurée par traitement informatique, actuellement EDIFLEX, celui-ci prend en charge le dépôt et la transmission des factures dématérialisées sur le serveur CHORUS PRO dans les conditions fixées à l'annexe 3 de l'acte d'engagement. Un paramétrage doit être mis en œuvre au préalable

Toutefois, ainsi que le prévoit l'article R. 2192-13 du Code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

5.3.3. Paiement du solde - Décompte final - Décompte général

Par dérogation à l'article 11.7 du CCAG-PI, le paiement du solde du marché est effectué dans les conditions suivantes.

Après admission des prestations faisant l'objet du marché ou, si le marché est fractionné, d'une phase assortie d'un paiement partiel définitif, le titulaire doit adresser à l'acheteur le décompte final du marché accompagné de sa demande paiement pour solde.

Ce décompte établit le montant, en prix de base, des sommes auxquelles le titulaire peut prétendre du fait de l'exécution du marché. Il est remis à l'acheteur, par lettre recommandée avec avis de réception postal ou lui remet contre récépissé dûment daté et inscrit sur un registre tenu à cet effet, dans un délai de trente jours calendaires à compter de la date de notification de la décision d'admission des prestations.

Le décompte final est accepté ou rectifié par l'acheteur pour tenir compte, le cas échéant, de l'application des termes correctifs, pénalités ou sommes mises au frais et risques visés aux articles correspondants du présent CCAP.

L'acheteur accepte ou rectifie le décompte final, puis établit le décompte général. Le décompte général est établi dans les mêmes conditions que celles définies pour l'établissement des acomptes mensuels.

Ce décompte général est notifié au titulaire avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- 15 jours calendaires à compter de la réception du décompte final ;
- 15 jours calendaires après la parution de l'index permettant la révision du solde.

Le titulaire dispose d'un délai de **30 jours calendaire** pour remettre à l'acheteur le décompte général signé, avec ou sans réserve, ou faire connaître les raisons pour lesquelles il refuse de le signer. Passé ce délai et par dérogation à l'article 43 du CCAG-PI, le décompte général est réputé accepté par le titulaire. Il devient ainsi le décompte général et définitif.

Le paiement du solde interviendra dans le délai global de paiement fixé à l'article R.2192-10 du Code de la commande publique. Ce délai court à compter de la date de réception du décompte général et définitif par l'acheteur.

En cas de contestation du titulaire sur le montant de la somme due, l'acheteur procède, dans les délais prévus au précédent alinéa, au paiement des sommes qu'il a admises au titre du décompte général. Le complément est payé, le cas échéant, après règlement du désaccord.

Article 6. Arrêt dans l'exécution des prestations

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques telles que définies à l'article 7 du présent CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution entraîne la résiliation du marché conformément aux dispositions fixées à l'article 22 du CCAG-PI.

Dans le cas d'arrêt momentané des prestations pour des causes non imputables au titulaire, le forfait de rémunération sera éventuellement modifié en fonction des incidences de l'allongement des délais dans les conditions précisées à l'article 8.2 du présent CCAP. Un avenant fixera les nouvelles conditions.

Article 7. Résiliation

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre 7 du CCAG-PI (articles 36 à 42) avec les précisions et dérogations suivantes :

7.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Si l'acheteur décide la cessation définitive de la mission du titulaire pour motif d'intérêt général dans le cadre de l'article 40 du CCAG-PI, le titulaire a le droit d'être indemnisé du préjudice qu'il subit éventuellement du fait de cette décision. Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage est fixé à quatre pour cent (4%).

7.2. Résiliation du marché aux torts du titulaire

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-PI, si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 39.1 du CCAG-PI, le marché est résilié sans indemnité et la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par l'acheteur est rémunérée avec un abattement de 5%. Le pourcentage d'abattement est fixé à 10%, si la résiliation est prononcée dans les cas prévus au c), j) et k) de l'article 39.1 du CCAG-PI.

En complément, il est spécifié que dans le cas où il manquerait à ses obligations contractuelles, une mise en demeure préalable lui est adressée, précisant les points sur lesquels le titulaire est défaillant.

Le délai qui lui est accordé pour pallier cette défaillance est fixé à 5 jours à dater de la réception de la mise en demeure.

7.3. Exécution de la prestation aux frais et risques

En application de l'article 27 du GGAG-PI, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG-PI, la mise au frais et risques peut intervenir même en l'absence d'une décision de résiliation après une mise en demeure restée infructueuse si celle-ci le mentionne expressément.

Article 8. Délais - pénalités de retard - prolongation de délai

Le marché est conclu pour une durée allant de sa date de notification et prend fin à la date d'achèvement des missions confiées au titulaire. Cette date correspondant à la date de fin de la deuxième année d'exploitation du bâtiment à compter de sa réception.

La durée et le délai d'exécution du marché est fixé à l'article 5 de l'Acte d'Engagement

8.1. Délais prévisionnels d'exécution des prestations

Pour chaque élément de mission le délai spécifique d'exécution et de remise des livrables est fixés dans le détail du contenu des éléments de mission qui fait l'objet du CCTP du présent marché.

8.2. Dépassement du délai d'exécution non imputable au titulaire

En cas de dépassement du délai de réalisation des études du maître d'œuvre ou de l'exécution des travaux, il ne sera pas alloué de rémunération complémentaire au titulaire.

8.3. Prolongation du délai d'exécution

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-PI, le titulaire est dispensé de signaler les causes qui sont le fait de l'acheteur ou qui proviennent d'un événement ayant le caractère de force majeure et qui viendraient à faire obstacle à l'exécution de son marché.

Dans ces cas, la prolongation de délai est accordée par décision unilatérale de l'acheteur.

8.4. Pénalités

Toutes les pénalités issues des articles 8.4.1 à 8.4.5 du présent CCAP ne sont pas assujetties à la TVA.

8.4.1. Généralités

L'application des pénalités sera effectuée par précompte sur les décomptes mensuels du titulaire.

Par dérogation à l'article 3.2.4 du CCAG-PI, lorsque le délai dont dispose le titulaire expire un samedi, dimanche ou jour férié, le délai n'est pas prolongé jusqu'au jour ouvré suivant, la pénalité correspondante s'appliquant à partir du premier jour suivant l'expiration du délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, il sera appliqué au titulaire les pénalités détaillées ci-dessous.

Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard et sans que le titulaire ne soit invité à faire ses observations par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI.

Le nombre de jours de retard sera obtenu par différence entre la date de remise du document et la date limite.

Il ne sera pas appliqué de pénalités de retard si le retard est imputable au maître d'ouvrage

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire ne saurait être exonéré d'aucune de ces pénalités sauf décision expresse du pouvoir adjudicateur.

8.4.2. Dépassement des délais de production des documents

En cas de retard dans la remise d'un document, le titulaire encourt une pénalité par jour calendaire de retard fixée comme suit :

- 100 €HT par document pour les livrables relatifs à chaque phase de conception.
- 100 €HT par document pour les avis sur documents d'exécution.
- 100 €HT par document pour les projets de marché et avis sur documents en phase exploitation.

8.4.3. Production des documents visés aux articles D.8222-5 et -7 du Code du travail

Sur demande écrite de l'acheteur, en recommandé avec accusé de réception, le titulaire produira les documents visés à l'article 1.12 du présent CCAP (article D. 8222-5 et -7 du Code du travail). Une pénalité 100 €HT par jour de retard sera appliquée en cas de retard dans la production des documents, dans le délai que l'acheteur aura fixé dans son courrier.

En application de l'article L. 8222-6 du Code du travail, le montant des pénalités est, au plus égal à 10 % du montant du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

8.4.4. Production des attestations d'assurance de responsabilité civile en cours de chantier et après travaux

Conformément à l'article 10.2 du présent CCAP, le titulaire est tenu de communiquer à l'acheteur ses attestations d'assurances dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché.

En cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante sera appliquée : 100 €HT par jour de retard.

8.4.5. Déclaration changement domiciliation bancaire

L'absence de déclaration de changement de domiciliation bancaire se verra sanctionnée de pénalités dont le montant sera égal aux intérêts moratoires induits par le retard de paiement qui en aura résulté.

Les pénalités pourront, le cas échéant, se cumuler.

Article 9. Achèvement de la mission

Pour la tranche ferme, la mission du titulaire s'achève lorsque l'ensemble des réserves sur la maquette numérique et les DOE BIM ont été levées, ou si des réserves ont été émises ayant un lien avec le BIM, la maquette numérique ou les DOE BIM, à la date de la levée de la dernière réserve.

Pour la tranche optionnelle, la mission du titulaire s'achève une fois l'ensemble des livrables listés au CCTP ont été rendus et validé par l'acheteur.

L'achèvement de l'ensemble des missions du titulaire fera l'objet d'une décision d'admission prise dans les conditions de l'article 29 du CCAG-PI établie sur sa demande, par le représentant du maître de l'ouvrage, et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

Article 10. Clauses diverses

10.1. Cautionnement - Retenue de garantie

Le marché ne prévoit pas de retenue de garantie. Le recouvrement des sommes dont le titulaire serait reconnu débiteur au titre du marché sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

10.2. Assurances

Le titulaire doit être titulaire d'une police d'assurance destinée à couvrir ses responsabilités civiles et professionnelles. Il remettra au représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai de 15 jours suivant la notification du marché l'attestation où devront figurer :

- les sommes assurées,
- les franchises,
- les taux des primes.

Article 11. Utilisation des résultats

Le chapitre 6 du CCAG-PI (articles 32 à 35) est applicable au présent marché.

Article 12. Obligation de discrétion

Le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de sa mission.

Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues par le présent marché.

Article 13. Règlement des litiges

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, la juridiction à saisir est le Tribunal administratif de Paris.

Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du Comité consultatif du règlement amiable.

Article 14. Traitement des données essentielles ayant le caractère de données personnelles

14.1. Le traitement des données essentielles du marché public

L'OPPIC est tenu de publier les données essentielles du présent marché sur son profil acheteur, conformément à l'article L. 2196-2 du Code de la commande publique, étant précisé que cette publication rend les données publiques.

A ce titre, l'identification du Titulaire est obligatoirement publiée conformément à l'article R. 2196-1 du Code de la commande publique et à l'arrêté du 14 avril 2017 relatif aux données essentielles dans la commande publique.

14.2. Le traitement des données essentielles ayant le caractère de données personnelles

Dès lors que l'identification du Titulaire constituerait une donnée personnelle (au sens du règlement n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés), le traitement des données concernées sera réalisé conformément aux dispositions issues de ces mêmes textes.

La licéité du traitement est fondée sur l'obligation légale de publication des données essentielles du marché public, au sens des textes susvisés au 14.1.

La finalité poursuivie par ce traitement correspond à la mise en conformité avec l'obligation de publication des données essentielles conformément à l'objectif de transparence dans les procédures de passation des marchés publics et à l'ouverture des données en commande publique. Seules les données nécessaires à la poursuite de cette finalité du traitement seront traitées.

Les données seront conservées pour une durée minimale de cinq ans après la fin de l'exécution du marché public sur le profil acheteur à l'exception des données essentielles dont la divulgation serait devenue contraire aux intérêts en matière de défense ou de sécurité ou à l'ordre public.

Les données traitées seront disponibles au public en ligne sur le profil acheteur de l'OPPIC (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Le Titulaire prend à sa charge l'obligation d'information des personnes physiques dont il communique des données personnelles dans le cadre du présent Marché. A titre d'information du Titulaire, cela concerne notamment les éventuels contacts administratifs, financiers, ou personnes habilitées à engager juridiquement la personne morale. Cette obligation est étendue, si nécessaire, aux sous-traitants.

Sous réserve de l'exécution de son obligation légale de publication par l'OPPIC et conformément à la réglementation en vigueur sur la protection des données, le Titulaire bénéficie du droit demander à l'OPPIC l'accès aux données personnelles, la rectification ou l'effacement de celles-ci, leur portabilité, la limitation du traitement relatif à la personne concernée, ou de s'opposer au traitement.

Pour toute demande d'information, le Titulaire peut s'adresser au Délégué de la Protection des Données de l'OPPIC.

Le Titulaire peut porter une réclamation devant la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07

Article 15. Dérogations aux documents généraux

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-PI, le présent CCAP ne récapitule pas la liste des articles du CCAG susvisé auxquels il déroge.